

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 190
Jeudi 31 MAI 1973

**licenciements,
sursis,
avortement,
logement des
travailleurs immigrés...
DES REFORMES ?**



DE LA POUDRE AUX YEUX !

Décidément, ce Parlement ressemble fort à un masque. On y parle beaucoup, on y promet tout autant. L'heure y est, paraît-il, aux « réformes ».

Après les sursis, le droit de licenciement, la situation des travailleurs immigrés, voilà l'avortement. Autant de sujets qu'il y a de luttes. Le Parlement, sur ordre du gouvernement, tourne au rythme des luttes populaires. Sans la lutte des lycéens, aurait-on parlé des sursis ? Sans les grèves de la faim, aurait-on parlé des travailleurs immigrés ? Sans les manifestations qui ont eu lieu dans de nombreuses villes, aurait-on entendu parler de l'avortement ? Certes non. C'est sous la pression populaire que ces questions ont été mises sur le tapis.

Mais qu'en sort-il ? Quelques changements de détail mais aucune modification sur le fond. Pas d'abrogation de la loi Debré sur les sursis, ni de la circulaire scélérate Fontanet, ni de la loi de 1920. Quant au « droit » de licenciement, il reste, bien entendu, un privilège patronal. Rien n'est donc réglé.

En lâchant quelques misérables miettes, le pouvoir espère désamorcer les luttes. Mais l'arbre ne peut cacher la forêt. En fait, tout se passe comme si le gouvernement cherchait à gagner du temps. D'un côté, il essaie de donner le change avec quelques pseudo-réformes ; de l'autre, il s'engage de plus en plus dans la voie de la fascisation. Il s'agit là de deux aspects d'une même politique. D'un côté les apparences, de l'autre la réalité.

Après Fontanet, Galley, Druon, Royer, c'est Marcellin qui enchaîne. Ecoutez-le plutôt :

« Ceux qui savent l'ordre public, la défense nationale, l'intégrité du territoire, le fonctionnement normal, régulier et continu des administrations publiques, doivent être remis dans le droit chemin par l'application des lois comme le souhaite au surplus la très grande majorité du pays. La paix publique, les progrès politique, économique et social ne s'obtiennent jamais par la faiblesse. »

Le pouvoir sait fort bien que ses fausses réformes ne tromperont pas bien longtemps les travailleurs, il sait qu'inévitablement de grandes luttes vont avoir lieu et il se prépare à y répondre par la fascisation.

Derrière le masque du Parlement se trouve le visage d'un pouvoir fascisant.

Contre lui, les travailleurs doivent s'unir, encore et toujours.



LA RÉALITÉ : LA FASCISATION

Une fois de plus, L'HUMANITE ROUGE EN DANGER

2 Millions avant le 30 Juin 4 Millions pour Octobre

Appel à tous nos lecteurs, camarades et amis,

De nouveau, notre journal se trouve en danger ; de nouveau, pour des raisons financières, l'« Humanité-Rouge » voit sa parution hebdomadaire sur douze pages menacée ; de nouveau, nous lançons un appel pressant à tous nos lecteurs, camarades et amis pour qu'ils engagent avec nous la nouvelle bataille financière, la nouvelle bataille politique.

Faut-il rappeler le rôle irremplaçable de notre hebdomadaire marxiste-léniniste pour la propagation des idées d'avant-garde et l'organisation du prolétariat révolutionnaire ? Faut-il rappeler que notre presse ne sort qu'avec l'appui, le soutien des masses populaires, qu'elle ne vit que par la contribution de milliers de travailleurs ?

Nous devons toujours le répéter : porte-parole du prolétariat, défenseur des intérêts ouvriers, l'« Humanité-Rouge » n'a à attendre qu'obstacles, difficultés, attaques de la part de la bourgeoisie : l'obstacle financier fait partie de ces armes qui permettent à la classe dominante de se réclamer en paroles de la liberté d'expression. Mais aussi représentant des intérêts suprêmes des masses populaires de notre pays, l'« Humanité-Rouge » vivra parce qu'elle puise ses forces dans cette puissance indestructible qu'est le peuple.

Aujourd'hui donc, une nouvelle fois, nous nous adressons non seulement à nos camarades et sympathisants mais aussi à tous les travailleurs.

C'est que, depuis janvier 1973, notre journal a dû consentir de grands sacrifices financiers. Ces efforts ont répondu indiscutablement à la montée de l'influence des idées marxistes-léninistes ainsi qu'à la dimension des tâches politiques qui nous attendaient : campagne pour l'abstention lors de la mystification électorale de mars, campagne de soutien au peuple palestinien, notamment lors de l'assassinat de Mahmoud Hamchari, campagne de soutien au peuple indonésien, campagne de soutien au

peuple brésilien, etc., autant de nécessités politiques auxquelles nous ne pouvions manquer de répondre et auxquelles, modestement, à la mesure de nos moyens, nous avons répondu (tracts, affiches, meetings, parution hebdomadaire de l'« H.-R. » sur douze pages, etc.). Tel est l'aspect positif de notre situation.

Il nous faut maintenant effacer notre grave déficit financier, soit plus de 4 millions : ni la souscription permanente, en baisse importante depuis mars, ni l'augmentation de la diffusion, très inférieure à l'objectif fixé (doubler le nombre d'exemplaires vendus), n'ont permis d'équilibrer les dépenses.

Aussi sommes-nous obligés de tirer maintenant, avec quelque brutalité, le signal d'alarme. Des mesures urgentes et radicales doivent être prises afin d'« éponger » sans tarder nos dettes.

Dès ce numéro, nous avons été contraints de passer à huit pages et de reporter à la semaine prochaine plusieurs articles importants. Cette parution réduite sera poursuivie jusqu'à la mi-juillet (huit pages hebdomadaires ou douze pages tous les quinze jours).

Dans le même temps et afin de pouvoir réparaître dès octobre sur douze pages chaque semaine, nous appelons tous nos militants et sympathisants à se lancer sans réserve dans la bataille pour les 2 millions d'A.F. avant le 30 juin et pour 4 millions d'A.F. avant octobre.

EN AVANT POUR LA NOUVELLE BATAILLE POLITIQUE ET FINANCIERE DE L'« HUMANITE-ROUGE » !

EN AVANT POUR LES 2 MILLIONS AVANT LE 30 JUIN !

L'« HUMANITE-ROUGE » VAINCRA !

Le 24 mai 1973.
Suzanne MARTY.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

D.R. - Soutien mensuel	50
BJ en supplément	
brochure	6,50
CDHR F. Marty	24
A.	100
BJP. HR vaincra I	10
MJ. HR vaincra	10
CDHR J. Staline	15,50
1 métallo sur un	
marché	2
MJP. Soutien à HR	5
1 camarade	3
CDHR Marty	60
1 lecteur	8
1 camarade	0,50
Vive la lutte du peuple	
cambodgien. ALT	100
1 camarade	1
Soutien permanent d'un	
bidasse	4,50
MP. Pour le juste combat	
de HR pour la révo-	
lution prolétarienne	5
1 enseignant chomeur	5
Soutien hebdomadaire,	
PLL	25
1 camarade soldat	20
Soutien permanent. DM	30
Soutien permanent. G	10
Soutien permanent S	10
1 camarade	0,50
CDHR NVT	5
1 camarade	7,50
Total	518
Total semaine	
précédente	289 070,10
Total général	289 588,10

Secours Rouge prolétarien

Pour la grève des	
ouvriers d'Ouvrar	
Villars St-Ouen	37,50
Des travailleurs de	
St-Ouen	3,70
Total	41,20

POUR LA RESISTANCE KHMERE

Un cheminot	500
1 lycéen sympa-	
tisant	10
CDHR Cl Fabien	150
1 famille M.L. (S.B.)	20
Vive la guerre du	
peuple	20,50
Total	700,50

POUR ELARGIR

ET ORGANISER

LE SOUTIEN

FINANCIER

UTILISEZ LES CARNETS

DE BONS DE SOUTIEN

Vendredi 1^{er} juin - 20 h 30

MUTUALITE

MEETING DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE CAMBODGIEN

Organisé par le C.I.L.A.

Soutenu par l'Humanité Rouge, le P.S.U., la Cause du Peuple, le M.N.S.P.I., Ligne Rouge, avec la participation d'un représentant de la mission du G.R.U.N.K.

Projection du film : « Le retour historique de S.N. Sihanouk dans son pays dont le territoire est déjà libéré à 90 % »

Nouvelles agressions révisionnistes contre des militants de l'H. R. à Ivry

Vendredi matin : deux camarades ouvriers, comme chaque semaine, « L'Humanité Rouge » devant les portes de l'usine S.K.F. A peine avaient-ils commencé, qu'ils sont apostrophés par un individu qui distribuait des tracts de la C.G.T. ; il les bouscule et arrache les journaux à un camarade.

Vendredi soir : deux camarades ouvriers qui faisaient du porte à porte sont agressés, l'un d'eux évitant de justesse d'être précipité dans les escaliers.

Nous pouvons affirmer que ces agressions répondent à des directives données par les dirigeants révisionnistes locaux. Nous savons que ceux-ci ont décidé de « liquider » les marxistes-léninistes d'Ivry.

C'est là la preuve de leur faiblesse grandissante, alors que notre implantation dans les masses se renforce.

Ils ont peur du marxisme-léninisme.

Une première fois, il y a plusieurs mois, ils avaient tenté de « liquider » les marxistes-

léninistes par les menaces et les agressions. Leur tentative avait connu un échec retentissant.

Leurs nouvelles provocations connaîtront un nouvel échec. Chacune de leur agression les démasque eu peu plus devant les travailleurs d'Ivry.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger : 3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maoïsté-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs)

Date :

Pseudonyme

Défendons la grève des ouvrières de la Coframaille contre les dénigrement révisionnistes

Tous les travailleurs, tous les communistes véritables se souviennent avec fierté de la grève exemplaire conduite avec courage et détermination jusqu'à la victoire par les ouvrières de la COFRAMAILLE.

Pour leur part, les faux « communistes » du P. « C. » F. n'ont pas encore digéré cette victoire ! Des mois après la lutte, ils continuent de calomnier ces ouvrières de la manière la plus honteuse. Tout en prenant le masque de défenseur de la classe ouvrière, ils ne cessent de combattre les luttes des travailleurs !

Voici comment ils attaquent dans leur hebdomadaire d'Alsace-Lorraine (« l'Huma-7 Jours »), la grève de la COFRAMAILLE :

« Remarquons, que penser que les dangers d'un piège « moderne » de « collaboration de classes » ne viendrait que de « droite » est une erreur. Il peut aussi prendre naissance ici ou là, à « gauche ». Expliquons-nous à partir d'un autre exemple, celui de la grève de la COFRAMAILLE. »

Ainsi le P. « C. » F. laisse clairement entendre que la lutte des ouvrières contre le *salaires au rendement*, qui est une des formes les plus dures de l'exploitation capitaliste, n'est rien d'autre qu'un piège « moderne » de « collaboration de classes » !

En d'autres termes s'attaquer sérieusement au capitalisme, c'est « collaborer », d'après ces Messieurs !

Par contre, faire du « syndicalisme responsable » à la Georges Séguy qui respecte soigneusement les objectifs du Programme commun sans mettre en danger le capitalisme : c'est « lutter » contre les capitalistes, d'après ces messieurs ?

Jusqu'où ira la révision des principes les plus élémentaires du marxisme-léninisme, chez ces traitres !

Le P. « C. » F. voudrait étouffer la voix des ouvrières de la COFRAMAILLE.

Voici un « argument » que ces révisionnistes avancent pour démontrer leur thèse calomniatrice :

« Le seul fait que la presse régionale d'Alsace et du Nord et nationale ait accordé une pagination importante au conflit qui opposait une partie des travailleurs de COFRAMAILLE au patronat du trust « Agache-Willot » nous invite à nous interroger. »

Interrogeons à notre tour les rédacteurs anti-ouvriers de cet infâme journal :

1. Messieurs les révisionnistes, le fait que les ouvrières sont allées à Strasbourg occuper le siège de l'O.R.T.F. pour obliger la direction régionale à faire entendre la voix des grévistes, est-ce à vos yeux une preuve de plus de cette collaboration de classes ?

2. Avez-vous l'audace de dire que c'est la complicité de l'O.R.T.F. qui a permis de faire connaître la grève ?

A PROPOS DU PROJET DE REFORME DE LICENCIEMENT

Des paroles de Provins aux « actes » du gouvernement du premier légionnaire Messmer, en passant par l'allocation prononcée le 10 mars par Pompidou, président de la République bourgeoise promettant de « corriger les inégalités et, des réformes hardies » pendant le cirque électoral, nous voici aujourd'hui au « cœur » des réalités en matière de social.

« Un projet de réforme du droit de licenciement » vient donc de faire son apparition dans l'« écurie » du parlementarisme bourgeois le mardi 22 mai. Tout d'abord il n'est pas inutile de préciser que c'est un des « résultats » miraculeux d'un des neuf groupes de travail que le bourgeois « libéral » Edgar Faure alors ministre des Affaires sociales mit en selle l'automne dernier avec la participation des dirigeants des syndicats révisionnistes et réformistes. Ce projet laisse intégralement le charbonnier maître chez lui, la classe exploiteuse reste bel et bien « détentrice » du droit d'utiliser la force de travail des ouvriers suivant ses besoins, c'est-à-dire de licencier les travailleurs à son gré. D'ailleurs chaque année des centaines de milliers de travailleurs sont jetés à la rue ; selon les statistiques bourgeoises de 300 000 à 600 000.

La « nouveauté » dans ce « projet » c'est que l'exploiteur doit « avant toute décision, convoquer l'intéressé et recueillir ses explications. » (Art. 24 m.) Ainsi l'exploiteur licencie un travailleur et c'est ce dernier qui devra faire la lumière ; vraiment la classe exploiteuse prend les travailleurs pour des « idiots ». En vérité, l'exploiteur qui licencie un travailleur tentera de le faire avec douceur, avec paternalisme et en fin de compte ce sera tout de même la porte, le chômage, la misère pour le licencié. D'ailleurs le rapporteur Bonhomme (apparenté U.D.R.) appelle cela une phase « de réflexion et de conciliation ». « Lors de cette audition, le salarié peut se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise » (Art. 24 m) Pratique qu'on déjà les militants révolutionnaires. « L'employeur qui décide de licencier un salarié doit notifier le licenciement par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; la date de présentation de la lettre recommandée fixe le point de départ du délai-congé. » (Art. 24 n.) Dans ce dernier article rien de bien nouveau puisqu'il existe déjà la loi du 19 février 1958 qui a le même contenu. Le bouquet c'est que maintenant « L'employeur est tenu à la demande écrite du salarié, d'énoncer la ou les causes réelles et sérieuses du licenciement. » (Art. 240.) Et l'apothéose revient aux articles 24 r et 24 s, le premier précise que « les dispositions des articles 24 m, 240 et 24 q ne sont pas applicables aux salariés qui font l'objet d'un licenciement collectif justifié par un motif écono-

mique », le second que ces 3 articles « ne sont applicables ni aux licenciements opérés par des employeurs qui occupent habituellement moins de onze salariés, ni aux licenciements qui visent les salariés ayant moins de deux ans d'ancienneté dans l'entreprise. »

Ainsi apparaît l'esprit discriminatoire, l'esprit de diviser pour régner mis en avant par la bourgeoisie capitaliste. Ce sont environ 3 millions et demi de travailleurs (2 millions dans les industries privées et 1 500 000 des secteurs publics et nationalisés, des exploitations agricoles, etc.) qui seront sur la touche. Ce sont aussi les travailleurs ayant moins de deux ans d'ancienneté, alors que dans les cas les plus courants la période d'essai pour les ouvriers est de deux semaines et pour d'autres catégories, techniciens par exemple un mois. La vérité c'est que le militant syndicaliste, politique est très nettement visé par le capitalisme exploiteur.

Ces quelques extraits montrent que la classe exploiteuse avec ce projet peut perpétuer l'esclavage des salariés avec un aspect « démocratique ». Pour la première fois, sous la V^e République, un membre du Conseil économique et social a joué son rôle de laquais. Il s'agit ni plus, ni moins de Louet, secrétaire confédéral de Force Ouvrière, rapporteur du Conseil économique et social qui fut largement applaudi dès son arrivée par la « majorité » et les « réformateurs ». Après son intervention social-démocrate, Louet a récolté tous les applaudissements de sa classe, en plus de la « majorité » et des « réformateurs », ceux de certains « socialistes » et radicaux de « gauche ».

Après cette parure démocratique c'est Gorse, ministre du Travail qui a montré que le caractère de classe n'y était nullement altéré. « Il (ce projet) limite le droit de licenciement MAIS NE PORTE PAS ATTEINTE A LA LIBERTE D'ACTION DES CHEFS D'ENTREPRISE. Il assure des garanties aux salariés sans diminuer la responsabilité de l'employeur. Il dissuade ou incite plus QU'IL N'INTERDIT OU ORDONNE. »

Ainsi la classe ouvrière n'a rien à attendre de ses exploiters. La classe ouvrière ne se fait aucune illusion sur cet avorton de projet. La classe ouvrière sait par son expérience que ce n'est que par l'UNITE d'ACTION à la BASE qu'elle impose la levée des sanctions patronales et la réintégration des militants, des ouvriers qui subissent la répression patronale. L'exemple du succès des ouvriers de Peugeot à Saint-Etienne imposant dans la lutte CLASSE contre CLASSE la levée des sanctions après quarante-cinq jours de grève montre que SEUL LA LUTTE PAIE.

Non la bourgeoisie capitaliste ne peut effacer la lutte des classes. Luc DACIER.

3. Nierez-vous que seuls le courage et la ruse des ouvrières ont obligé la presse bourgeoise à parler de la grève ?

Si le P. « C. » F. est si hargneux, c'est uniquement parce que les ouvrières ont réussi à briser le mur du silence et des mensonges que la presse bourgeoise avait construits autour d'elles. Ce silence et ces mensonges auraient arrangé le P. « C. » F. !

Le P. « C. » F. n'est plus communiste, mais révisionniste !

Le P. « C. » F. mérite bien le nom de « révisionniste » (= qui révisé la doctrine de Marx et Lénine sur la lutte de la classe ouvrière contre le capitalisme pour l'instauration du socialisme), quand il déclare dans la suite de son article :

« Une expression circule qui consiste à dire que ce qui n'a pas pu être acquis par les élections pourrait l'être maintenant par l'action dans les entreprises... (le 3^e tour). C'est dangereux ! En effet, c'est entretenir l'illusion (réformiste et réformatrice) qu'il est possible de répondre véritablement et durablement aux revendications pressantes des travailleurs sans mettre en cause le pouvoir politique des grandes sociétés capitalistes. »

Une telle affirmation appelle plusieurs remarques :

1. Depuis quand est-ce que la classe ouvrière obtiendrait-elle des améliorations sérieuses de son sort autrement que par la lutte ? Les droits syndicaux, les congés payés, la suppression du travail des enfants et beaucoup d'améliorations réelles n'ont été obtenues que par la lutte intense et unie des travailleurs, de-

puis plus d'un siècle. L'action, c'est dangereux pour les patrons, pas pour les travailleurs !

2. Le P. « C. » F. prend les ouvrières de la COFRAMAILLE pour des imbéciles ! En réalité, les ouvrières ne se font aucune illusion sur le sens de leur lutte : elles savent très bien que le patron va essayer de leur reprendre ce qu'il a dû céder ! Seules leur vigilance et leur unité dans la mobilisation permet et permettra de sauvegarder les fruits de leur juste combat.

3. Il est vrai qu'aucun changement définitif ne peut être apporté au sort des ouvriers sous le régime capitaliste. C'est en se mettant en lutte que les ouvrières ont compris la nécessité de changements réels et profonds. Mais les « réformes » que propose le P. « C. » F. sont celles du Programme commun. Est-ce que ce programme exprime les « revendications pressantes » des ouvrières de la COFRAMAILLE ? Voyons le tract électoral adressé aux ouvrières de la COFRAMAILLE pour les législatives par les fédérations du P. « C. » F. et du P.S. du Bas-Rhin.

Que propose le Programme commun aux ouvrières ?

Dans ce tract électoral, les partis de « gauche » énumèrent les mesures du Programme commun « en faveur » de la classe ouvrière ; ce sont, à peu de choses près, les promesses faites par Messmer à Provins sur les 1 000 F, les crèches, la retraite à soixante ans, etc. Ces mesures concrètes sont en effet urgentes et la bourgeoisie devra tôt ou tard céder. Mais elles ne mettent pas en question le régime de l'exploitation capitaliste.

Par contre, la revendication des

ouvrières concernant la suppression du *salaires au rendement* est absente des propositions du Programme commun (comme de celui de Provins). C'est facile à comprendre : cette revendication est dangereuse pour le capitalisme lui-même. C'est une revendication « classe contre classe », une revendication de la classe ouvrière contre la classe des exploiters !

Mais le double-jeu de la « gauche » va plus loin : dans tout le tract, il n'y a pas une seule allusion à la grève des ouvrières, alors qu'il leur est directement adressé !...

Ainsi, nous voyons clairement que le Programme commun est en réalité un programme anti-ouvrier sur le fond, malgré les quelques mesures sociales prévues pour tromper les masses.

Ce n'est donc pas un hasard si le P. « C. » F. s'en prend si durement aux grévistes de la COFRAMAILLE. Elles sont dangereuses tant pour la bourgeoisie que pour les signataires du Programme commun. Leur lutte « classe contre classe » est un exemple pour tous les travailleurs : car elle s'en prend directement au capitalisme et oblige les faux « amis » de la classe ouvrière à se démasquer.

Soutenons le combat des ouvrières de la COFRAMAILLE car il n'est pas terminé !

Démasquons les faux « amis » de la classe ouvrière !

Faisons l'unité de la classe ouvrière !

Faisons l'unité de la classe ouvrière et du peuple contre l'exploitation capitaliste.

Correspondant « H.R. »



classe contre classe dans les entreprises

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ENTREPRISE PROMODES à Caen
80 % des travailleurs de cette entreprise d'épicerie en gros (qui gère 6 supermarchés de la région) sont en grève depuis le 24 mai, pour :

- 1 100 F pour 174 heures de travail ;
- Le 13^e mois entier ;
- Des horaires réguliers et payés ;
- Le respect des libertés syndicales.

Sur demande de la direction, les gardes-mobiles sont intervenus 2 fois contre les grévistes pour permettre aux camions de livraison de circuler. Un camion a blessé légèrement un des grévistes. Mais le 28 mai, la grève s'est étendue à d'autres entrepôts.

BERNARD MOTEUR à Saint-Ouen
Les travailleurs de l'atelier des presses

sont en grève depuis le 11 mai : la vingtaine de grévistes occupent l'atelier. La revendication principale porte sur l'augmentation des salaires. Début mai, les travailleurs de la fonderie et de l'ébarbage avaient fait grève avec occupation, et obtenu satisfaction.

SOCIÉTÉ DES TRELLIS à Hautmont
Les 160 ouvriers de la production sont en grève depuis le 15 mai pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de la sécurité, l'abaissement du barème des primes, 50 centimes d'augmentation pour tous, etc.

Les ouvriers ont organisé leur grève et élu des délégués qui accompagnent les syndicats lors des discussions avec le patron. Les ouvriers font 2 heures de grève par jour et par roulement.

DIM A GUEUGNON

Les ouvrières de chez Dim en ont assez d'être exploitées. Le mardi 15 mai, les ouvrières de l'atelier retourne-couture des bas Dim, à Gueugnon (Saône-et-Loire) se mettent en grève pour lutter contre les cadences infernales, pour l'augmentation des salaires et l'obtention d'une prime de vacances.

Pour soutenir cette lutte de l'atelier retourne-couture, le lundi 21 mai, 95 % des ouvrières des autres ateliers se mettent en grève pour les mêmes revendications. Il faut dire qu'aux usines Dim de Gueugnon les conditions de travail, comme dans toutes les autres usines Dim de la région, sont particulièrement pénibles. Le lieu de travail

ressemble plutôt à un camp d'internement qu'à un lieu de travail digne de travailleurs. Une grande baraque en tôle de 40 à 50 m de long, avec de rares fenêtres, ressemble à un camp de prisonniers où sont entassées des centaines de personnes, sans air, en pleine chaleur l'été et au froid l'hiver. Les ouvrières, au bout de cinq à six mois de présence, sont remplacées à cause de nombreuses dépressions nerveuses, dues en particulier aux cadences infernales. La situation est identique aux usines de Montceau-Mines, au Creusot, à Bourbon-Lancy, où des débrayages de plusieurs heures ont eu lieu pour soutenir les camarades en grève de

SECURITE SOCIALE

LA GREVE DES EMPLOYES S'ETEND

Depuis dix jours, les grèves dans les organismes de Sécurité sociale ne cessent de s'étendre et les employés manifestent une grande combativité : jeudi dernier, ils étaient plus de 10 000 à manifester dans les rues de Paris, pour leurs revendications :

- Augmentation de salaire, au minimum de 70 F par mois ;
- Pas de salaires à moins de 1 150 F ;
- Meilleures conditions de travail.

maladie. Résultat : plusieurs centaines de milliers de dossiers sont en souffrance de manière quasi-permanente. Les locaux sont également très insuffisants.

Les travailleurs ne tomberont pas dans le piège grossièrement tendu par le Gouvernement qui cherche à nous diviser pour mieux réprimer la grève.

En tout cas, les grévistes n'ont rien perdu de leur combativité — et la grève vient de s'étendre à la



Ce dernier point est particulièrement important à réaliser. Car, comme lors des dernières grèves des « Services publics » (métro, E.D.F., etc.), le Gouvernement tente de dresser les usagers de ces services contre les travailleurs en lutte. Cette fois encore, la presse pourrie aux ordres du Gouvernement s'est déchainée dans une campagne ignoble contre les grévistes. Alors que justement, ces derniers ont montré que le responsable du retard des paiements était le Gouvernement. Depuis 1967, 1 000 postes ont été supprimés, par souci de rentabilité, dans les Caisses d'Assurance

Caisse des Allocations familiales de la rue Viala à Paris.

Un seul responsable du « marasme » des paiements : le Gouvernement des monopoles. C'est contre lui que, manifestant leur solidarité de classe, les travailleurs porteront tous leurs coups.

CITROEN (REIMS)

UN TRIBUNAL D'INQUISITION



GENERAL MOTORS (STRASBOURG)

General Motors-Strasbourg : mille six cents salariés dont un millier d'ouvriers.

Depuis la deuxième semaine de mai, nous avons engagé la lutte pour nos revendications :

- Le 13^e mois ;
- Une augmentation de salaire de 8 % ;
- L'heure d'information syndicale ;
- Le paiement de la demi-heure de repas (les ouvriers passent en réalité 8 h 30 par jour à la boîte) ;
- La suppression des 3 jours d'abatement pour les congés de maladie.

Au début, nous étions un petit nombre à débrayer une ou deux heures plusieurs fois par semaine. Actuellement le mouvement de débrayage est suivi par 90 % des ouvriers.

La direction posait comme préalable aux négociations l'arrêt complet des débrayages. Les syndicats (C.G.T.-C.F.D.T.) décident alors d'arrêter la grève et sont reçus le 24 mai par la direction qui propose :

- D'avancer l'augmentation générale de 2 % prévue pour septembre au 1^{er} juillet ;
- D'augmenter les salaires de 1 % !...

La direction se moque de nous ! Aussi, dès le lendemain 25 mai, nouveau débrayage à 11 h 15. La direction refuse de nous recevoir. Nous décidons la prolongation de notre mouvement, et envahissons les couloirs menant à la direction. Voyant cela, cette dernière fait appeler un huissier pour dresser un constat. Il compte les grévistes, puis veut prendre leurs noms (car soi-disant nous sommes en infraction). Quelques noms ont été pris, communiqués par le chef des gardiens. A 14 heures, le travail reprend. L'équipe du soir devait débrayer à 19 heures.

Si lundi 28 mai, il n'y a aucune amélioration des propositions de la direction, il y aura une conférence de presse tenue par les délégués et probablement une manifestation vers midi place de la Bourse.

Un travailleur de General Motors

DANZAS (12^e)

Les ouvriers se sont mis en grève :
— contre les avertissements abusifs (lettres recommandées),
— contre les mauvaises conditions de travail.

L'équipe de nuit a arrêté le travail vingt-quatre heures. Celle de jour, une demi-journée.

1^{er} Les avertissements abusifs : sur une simple altercation avec un chef, et sans prévenir l'ouvrier, celui-ci reçoit une lettre recommandée. Et au bout du troisième avertissement, c'est la porte !...

2^e Les conditions de travail : le chargement des colis se fait à l'aide de palettes. Pour amener ces dernières, il y a des clarks, en nombre insuffisant dans l'entreprise ; alors, ce sont les ouvriers qui sont obligés de les tirer à la place des clarks, en plus de leur travail.

Sous la pression de la grève, la direction reconnaît qu'il peut y avoir eu des avertissements abusifs. Elle propose de les revoir tous depuis janvier avec les délégués du personnel et les ouvriers concernés.

Par contre, sur les conditions de travail, refus d'en discuter. La seule réponse que le patron a donné à un délégué : « vous pouvez aller travailler ailleurs ».

La direction n'ayant pas satisfait les revendications sur les conditions de travail, la colère des ouvriers est grande et ils se préparent à reprendre la lutte.

Ils sont conscients que le combat qu'ils mènent dans l'entreprise sur les conditions de travail sera long et dur. Le patronat ne lâche pas facilement ce qu'il vole sur le dos des ouvriers.

MARGELINE A NANTERRE

1ère Victoire

Le 21 mai, les ouvriers de l'usine décidaient la grève avec occupation pour que cinquante travailleurs immigrés obtiennent la carte de travail.

Douze heures de travail par jour pour 35 F, pas de fiche de paie, c'était le sort des ouvriers de l'usine. De plus, le patron avait caché les passeports des travailleurs immigrés pour qu'ils ne puissent pas changer de travail.

Le 23 mai, la police est intervenue contre les travailleurs qui occupaient l'usine. Sous la menace, elle les a conduits au commissariat. Chacun d'entre eux a été interrogé. Après

avoir été relâchés, ils décidaient la poursuite de la grève.

Une première victoire a été remportée puisque le patron a cédé sur la plupart des revendications. Mais ils n'ont pas encore obtenu la carte de travail. Ils sont décidés à combattre jusqu'à ce qu'ils l'obtiennent.

Après les grèves de la faim, les grèves avec occupation d'usine pour la carte de travail marquent un développement de la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet. Plus que jamais, travailleurs français et immigrés doivent s'unir dans les entreprises. Les travailleurs de Margeline ont montré la voie.

RENAULT (LE MANS)

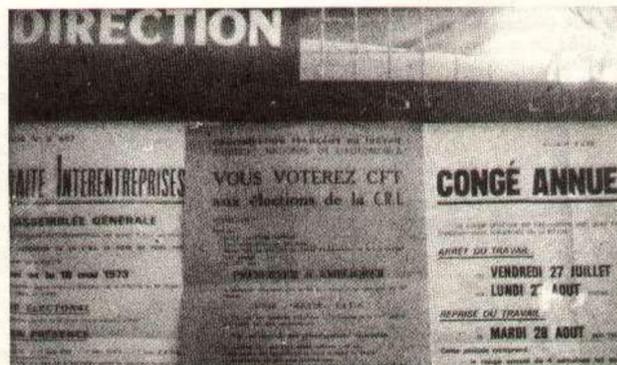
LA REGIE SOUTIENT OFFICIELLEMENT LA C.F.T.

A l'occasion des élections pour la Caisse retraite interentreprise, la direction a fait apposer pour la première fois sur ses panneaux une affiche appelant à voter pour la C.F.T., bien qu'aucun ouvrier du Mans n'en soit candidat. Ces affiches portent le cachet de la direction Renault - Le Mans.

Ainsi, la Régie montre son véritable visage ; elle n'hésite pas à soutenir une organisation fasciste qui s'est déjà distinguée en organisant des commandos contre les piquets de grève (voir Peugeot). Elle montre par là quel Ordre elle veut faire régner, bien dans la ligne des déclarations fascistes des ministres Galley et Druon.

Quant à la C.F.T., on sait à qui s'en tenir sur sa prétendue « indépendance » syndicale et politique. C'est un syndicat patronal.

D'ailleurs, les ouvriers ne sont pas dupes, ils ont eu vite fait d'arracher ces torchons.



Ils connaissent bien leur véritable ennemi, le patronat, et ne se laissent pas non plus entraîner par certains dirigeants C.G.T. qui tentent régulièrement de jeter la confusion en

prétendant que le fascisme vient de la violence révolutionnaire, essayant de freiner par là la riposte ouvrière aux attaques patronales.

Correspondant H.R.



Notre brochure

LA FASCISATION EN FRANCE

paraît cette semaine

(prix 2,50 F - ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi)

RESTAURANT UNIVERSITAIRE

Dans « l'Humanité rouge », n° 187 nous avons parlé de la grève des travailleurs des restaurants universitaires de la cité internationale. Elle s'est terminée au bout de vingt-deux jours. Ils ont obtenu :

- 3 % d'augmentation ;
- Mensualisation pour tous en 1974 ;
- A partir d'octobre, fermeture des restaurants universitaires deux dimanches par mois ;
- 40 h 22 mn par semaine ;
- Effectifs augmentés de 5.

Les résultats, qui sont encore loin des revendications, ont été arrachés après treize jours d'occupation des locaux. Les négociations entre le syndicat C.G.T. et la direction, seules ne suffisant pas, les travailleurs ont eux-mêmes pris en main leur lutte.

LE PEUPLE TUNISIEN EN LUTTE

Vive la lutte des travailleurs

de la Société Nationale des Transports

(un article du groupe " perspectives ")

Un peu plus d'une année après l'extraordinaire mouvement démocratique et anti-impérialiste de la jeunesse tunisienne de février 1972, notre pays, et plus particulièrement la capitale Tunis, vient d'être le théâtre d'événements sociaux jamais connus depuis l'indépendance formelle de la Tunisie en 1956. En effet, les luttes populaires qui se sont déroulées du 2 au 5 mai 1973 marquent le début d'une nouvelle étape dans le développement du mouvement révolutionnaire tunisien, qu'il est important de mettre en relief et de présenter à tous les véritables amis étrangers de notre peuple en lutte et en premier lieu aux communistes marxistes-léninistes de France.

Avant de décrire ces luttes et d'en dégager les enseignements, essayons de voir brièvement dans quelle conjoncture politique elles se sont déroulées.

Du côté du pouvoir : la fascisation se poursuivait à grande allure. Plusieurs faits l'attestent, dont voici les plus importants :

- Les remaniements survenus dans l'appareil de l'Etat et du Parti destourien, y amenant des fascistes notoires, tels Bel Khodja et Zarguïa ;

- Le renforcement de l'appareil policier : le quadrillage, les rafles, les patrouilles sont systématiques ; la D.S.T. (direction de la sûreté territoriale) crée de nouvelles sections dans les gouvernorats de l'intérieur et à l'étranger ;

- Les procès politiques prennent une cadence de plus en plus accélérée (procès du 16 septembre 1972, procès du 5 mars 1973, procès du 16 avril 1973) ;

- Les propos démagogiques et fascistes sont monnaie courante dans les discours des gouvernants et lors des tournées du nouveau bey Bourguiba ; discours du 13 avril à l'Assemblée nationale dans lequel celui-ci, après s'être référé au fasciste Franco et avoir demandé aux députés de le désigner président de la République à vie, a prononcé les deux phrases devenues désormais célèbres : « Je suis né d'un miracle de l'Histoire » et « Les génies de ma stature ne courent pas les rues » ; discours fascisant du même Bourguiba devant les juges ; discours du Premier ministre Nouira le 1^{er} mai ; déclaration de Masmoudi, ministre des Affaires étrangères, à Paris, etc.

Du côté du peuple, les luttes, et en premier lieu les luttes ouvrières et étudiantes, se développaient avec impétuosité et constituaient le seul rempart contre le fascisme.

- Pour ce qui est des luttes ouvrières et populaires, citons entre autres :

- La grève de février par laquelle les cheminots du Sud ont accueilli Bourguiba en visite dans la région ;
- Les manifestations lycéennes de Sfax lors du passage de Bourguiba par cette ville et la célébration dans la rue du mouvement de février 1972 par les lycéens de Gafsa ;

- La grève de la S.N.T. de mars qui constitue en quelque sorte le coup de semonce ;

- Les manifestations d'hostilité à Bourguiba des jeunes de Sousse et

de Moknine qui ont brûlé les drapeaux et les oriflammes pavoisant les rues pour l'accueil du président, etc.

- Pour ce qui est des luttes étudiantes, on peut citer :

- La manifestation du 13 mars contre la tentative d'expulsion de quatre Palestiniens par le gouvernement réactionnaire tunisien ;

- La grève des examens à la fac de droit, fin mars ;

- La manifestation massive du 14 avril de soutien à la résistance palestinienne, frappée à Beyrouth par les hordes fascistes sionistes ;

- Le meeting grandiose (3 000 à 4 000 présents) du 16 avril pour dénoncer la répression et le procès anti-démocratique qui se tient le même jour ;

- La journée anti-impérialiste du 24 avril à l'université de Tunis, etc.

C'est dans ce contexte politique général caractérisé, d'une part, par la montée du fascisme destourien et, d'autre part, par le développement impétueux des luttes populaires que les travailleurs de la S.N.T. déclenchèrent leur grève héroïque du 2 et 3 mai 1973.

Les travailleurs revendiquaient l'augmentation des salaires face à la montée vertigineuse du coût de la vie et surtout, la mise en application du nouveau statut de la société — promulgué en mars 1972 — mais que le pouvoir refuse toujours de mettre en vigueur. Remarquons que l'actuel statut date de 1953, donc d'avant l'indépendance.

Le mercredi 2 mai, les ouvriers ferment le dépôt de Bab Saadoun, forment un cordon devant la porte et empêchent le départ des cars. La police intervient et encercle le dépôt. Le soir, c'est l'affrontement violent entre les forces répressives et les héroïques grévistes.

Vers 1 h du matin, le matraquage des ouvriers, après l'occupation du dépôt par la Brigade de l'ordre public (B.O.P.), pousse les travailleurs à assurer courageusement leur protection et leur propre défense.

Le jeudi 3 mai, les travailleurs se rassemblent sur le lieu du travail à Bab Saadoun pour protester contre la présence des B.O.P. L'attitude provocatrice des forces répressives qui ont agressé un ouvrier entraîne un nouvel affrontement. Les travailleurs de la S.N.T. se défendent vaillamment. La population de Bab Saadoun jette des pierres sur les policiers et s'attaque à coups de bâton à la troupe.

Les forces répressives opèrent alors de vastes arrestations mais le soir elles relâchent les personnes arrêtées près de Bardo (banlieue de Tunis) et la population de cette ville ouvre ses portes aux victimes de la répression.

Les cheminots de Sidi Fathallah, de Sfax ainsi que les ouvriers de la société de transport de marchandises (S.T.M.) ont manifesté activement leur soutien aux travailleurs de la S.N.T. par des grèves. Ceux de la Société régionale de transport au Kef ont également arrêté le travail pour soutenir les grévistes de la S.N.T.

Les étudiants ont enfin exprimé leur solidarité aux grévistes au cours d'une assemblée générale par le vote

d'une motion de soutien aux ouvriers de la S.N.T. et cela, dès le 2 mai.

Le bilan de la grève a été lourd : on compte le jeudi 3 mai plus de 250 ouvriers blessés et 2 morts. Mais la détermination et la lutte héroïque des ouvriers de la S.N.T. pour conquérir leurs revendications matérielles légitimes a rappelé les traditions de lutte du prolétariat tunisien affrontant courageusement les troupes coloniales françaises au courant de la période du protectorat.

Ce combat courageux des travailleurs de la S.N.T. et le soutien de la population ont été un acquis certain pour le peuple tunisien qui le consolidera encore plus au courant de la journée du vendredi 4 mai.

En effet, le 4 mai, les étudiants sortent manifester dans la rue leur soutien aux ouvriers de la S.N.T. Après avoir décidé une journée de grève des cours, la jeunesse universitaire traverse les quartiers populaires de Bab Souika et de Bab Saadoun. La police boucle les quartiers de la capitale mais à la place de Barcelone, les manifestants sont au nombre de 4 000.

Les travailleurs, les étudiants, les lycéens et d'autres couches populaires se sont affrontés à la troupe à la rue de Russie à Bab El Khadra, à Sidi El Bahri et surtout à Bab Souika où les luttes ont été très dures et où la participation des masses populaires a été importante.

Les manifestants ont scandé dans les rues de la capitale « le pain et la liberté pour les masses populaires ! » ; « ouvriers, paysans, étudiants, élèves, la main dans la main ! » ; « Belkodja * fasciste ! » ; « Achour * démagogue, traître aux ouvriers ! » ; « la paye est la même mais la vie est plus chère ! ». Il est à remarquer que les prix ont beaucoup augmenté en Tunisie : le prix d'un kg de pommes de terre varie entre 160 et 200 millimes (1,60 F à 2 F) ; un œuf vaut 35 millimes (0,35 F) ; la viande se vend au marché noir et son prix varie de 1,5 dinar à 2 dinars (15 F à 20 F).

La journée historique du 4 mai 1973 a prouvé que le peuple tunisien, de par la participation de ses différentes classes et couches à la manifestation, de par également le contenu de ses mots d'ordre, est uni pour la conquête « du pain et de la liberté ».

Le bilan général et exhaustif des journées de mai 1973 à Tunis est encore à faire et il sera fait ultérieurement. Mais d'ores et déjà, on peut dégager ce qu'il y a de nouveau dans ces luttes, de qualitativement supérieur à tous les événements qu'a connus notre pays depuis 1956 :

1^o C'est d'abord le rôle important, moteur joué par la classe ouvrière dans ces luttes. Tous les regards sont maintenant tournés vers elle. Elle devient l'axe des luttes, elle commence à jouer le rôle qui lui revient de droit, que lui assigne l'histoire. Des grèves de solidarité ouvrières, des grèves menées parallèlement, il ressort clairement qu'elle commence à se « serrer les coudes », à se réaliser en tant que classe. En même temps, de par la dynamique de sa lutte initialement revendicative, en particulier dans sa confrontation



بنا مقال العالم با غروب واسم العالم الطليحة المنصور

العامل التونسي

directe avec le pouvoir, elle commence à émerger au niveau démocratique, terrain où elle rejoint d'autres luttes populaires.

2^o C'est ensuite la convergence dans la lutte des diverses composantes du mouvement populaire. En effet, chaque lutte populaire ouvrière et étudiante n'est plus menée isolément. Les deux se sont rejointes cette fois-ci. Il y a donc un début de liaison des luttes démocratiques. La solidarité dont ont bénéficié les grévistes de la S.N.T. dans leur propre classe et de la part d'autres couches populaires, en particulier chez les étudiants, dépasse par son ampleur et ses formes le simple stade du soutien.

3^o C'est enfin l'escalade de la fascisation. L'adversaire de classe ne s'y est pas trompé et en conséquence l'escalade de la fascisation est devenue patente lors de ces événements. Jamais la répression n'avait atteint ce degré de sauvagerie, de l'avis de tous les observateurs. Elle fut autrement plus féroce que quand il s'agissait d'étudiants uniquement. Près de 150 arrestations, plus de 250 blessés et des morts (dont 2 confirmés) dans les rangs de la classe ouvrière.

Voilà ce qu'il nous est possible aujourd'hui de dire sur les journées historiques de mai 1973 à Tunis. Il est de notre devoir, nous révolutionnaires, démocrates, anti-impérialistes tunisiens conséquents vivant dans l'émigration, de rétablir les faits sciemment déformés par la presse bourgeoise et de dénoncer la répression sauvage qui s'abat sur notre peuple en lutte contre le régime réactionnaire tunisien, valet de l'impérialisme. Nous sommes sûrs, dans l'accomplissement de cette tâche, de la solidarité agissante et du soutien militant de tous les démocrates, de tous les anti-impérialistes, de tous les véritables amis étrangers de notre peuple et en premier lieu de la solidarité et du soutien internationalistes des communistes marxistes-léninistes de France.

Vive la lutte héroïque de notre classe ouvrière !

Vive le combat courageux du mouvement étudiant, partie intégrante du mouvement populaire !

A bas le pouvoir réactionnaire tunisien, valet de l'impérialisme !
Le fascisme ne passera pas !

Groupe « Perspectives ».

Le 25-5-1973.

* Belkodja : fasciste notoire, vient d'être nommé ministre de l'Intérieur.

* Achour : secrétaire général fantôme de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.), a condamné la grève comme d'habitude. Actuellement, secrétaire général adjoint de la centrale jaune C.I.S.L.

La rencontre Brandt-Brejnev

UNE NOUVELLE ALLIANCE CONTRE LES PEUPLES D'EUROPE



Le chef de file des révisionnistes soviétiques, Léonid Brejnev, vient d'effectuer une visite officielle en Allemagne de l'Ouest : avec cette rencontre, un pas en avant a été franchi dans le renforcement de la Sainte-Alliance que l'U.R.S.S. social-impérialiste et l'Allemagne impérialiste ont réalisée pour tenter de soumettre politiquement et économiquement les pays d'Europe.

L'accord de coopération signé à la fin de la visite de Brejnev à Bonn vient couronner toute la série de traités et d'accords conclus depuis 1970 : Traité de Moscou (12 août 1970), Traité de Varsovie (décembre 1970), Accords quadripartites (septembre 1971) et Traité fondamental entre les deux Etats allemands.

Les buts de Brandt, représentant servile des monopoles capitalistes ouest-allemands, et de Brejnev, représentant de la nouvelle bourgeoisie social-impérialiste, sont clairs : ils veulent renforcer leur « coopération » pour s'aider mutuellement dans la réalisation de leurs plans expansionnistes. Et tandis que Brandt s'efforce de s'imposer comme leader de l'Europe occidentale, avec la bénédiction et le soutien de Nixon et de Brejnev, ce dernier s'arroge le droit de parler au nom des pays d'Europe de l'Est et de fouler aux pieds leur souveraineté, tout particulièrement celle de la République démocratique allemande.

Les buts spécifiques du social-impérialisme soviétique sont tout aussi limpides : il recherche la « sécurité » et la « détente » à l'Ouest, pour pouvoir concentrer ses forces militaires à la frontière chinoise, le fer de lance de la politique social-impérialiste restant dirigé contre la Chine socialiste.

D'un autre côté, Brejnev veut obtenir de l'impérialisme ouest-allemand une aide économique pour tenter de résoudre la grave crise économique apparue en U.R.S.S. avec la restauration du capitalisme. Non seulement il mendie du blé et du beurre pour satisfaire le minimum vital du peuple soviétique, mais il va jusqu'à proposer aux revanchards de Bonn d'exploiter en commun les immenses richesses naturelles de la Sibérie et de réaliser des investissements en U.R.S.S. Brejnev veut ainsi faire construire des complexes industriels entiers par ces mêmes potentats allemands qui, il y a trente ans, avaient pu réaliser des profits énormes en détruisant, sous la direction de Hitler, les fruits du labeur héroïque des peuples soviétiques. Naturellement, l'impérialisme ouest-allemand se félicite de cette « ouverture économique » du social-impérialisme — bonne occasion de réaliser des profits énormes. Divers accords ont déjà été signés : la « Salzgitter stall Kompany » va construire en Ukraine une usine de polyéthylène. A Koursk, un grand combinat métallurgique sera construit par les firmes allemandes « Korf » et « Salzgitter ». Les neuf plus grandes banques de la R.F.A. sont maintenant représentées à Moscou. En 1972, les exportations de la R.F.A. vers l'U.R.S.S. ont augmenté de 23 %.

La Mülheimer Kraftwerk Union AG est toute prête à construire six centrales atomiques en Russie occidentale, en échange de quoi l'U.R.S.S. livrera de l'électricité et... de l'uranium enrichi, avec lequel les revanchards de Bonn pourront intensifier le développement de leur puissance nucléaire ! Alors que la R.D.A. qui, du fait des conditions

naturelles, doit importer pour couvrir ses besoins en énergie, en est réduite à mendier le pétrole soviétique dans des conditions particulièrement humiliantes (soumission totale au leadership du Kremlin).

Mais l'impérialisme ouest-allemand veut obtenir plus. Car, contrairement à ce que veulent faire croire les révisionnistes de Moscou comme ceux du P.C.F., Brandt n'est nullement l'« homme de la paix » et le militarisme allemand, qui par deux fois a ravagé l'Europe, ne cesse de se renforcer. Le gouvernement soi-disant « socialiste » Brandt-Scheel n'a nullement renoncé à l'objectif de toujours des revanchards allemands : l'expansion vers l'Est et l'annexion, par tous les moyens, de la République démocratique allemande. Lors du récent débat au Bundestag sur l'Ostpolitik, Brandt n'a-t-il pas déclaré : « Le traité avec l'Allemagne de l'Est n'exclut pas la possibilité de la reconstruction de la nation allemande » ? Le budget militaire augmente : il atteint cette année 26,6 milliards de marks. Cette renaissance du militarisme allemand, favorisée par les Etats-Unis (l'Allemagne occupe la seconde place, derrière les U.S.A., au sein du pacte agressif de l'O.T.A.N.), trouve aujourd'hui un autre soutien précieux : l'U.R.S.S. social-impérialiste.

Car Brejnev, faisant des droits souverains de la R.D.A. un objet de marchandage, a largement donné satisfaction à Brandt. Non seulement il s'est arrogé le droit de négocier sur des questions relevant uniquement de la souveraineté de la République démocratique allemande (comme le problème des voies de transit entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest, lors des négociations quadripartites en 1970-1971), mais il a satisfait aux prétentions éhontées des revanchards de Bonn d'annexer Berlin-Ouest, alors que cette ville est située sur le territoire de la R.D.A. Passant outre aux réticences légitimes de la R.D.A., Brejnev vient de confirmer à Brandt le droit de l'Etat ouest-allemand de représenter automatiquement Berlin-Ouest sur le plan international comme à l'O.N.U.

Les impérialistes ouest-allemands ont tout lieu d'être satisfaits : ils ont fait d'une pierre trois coups. Premièrement, Brejnev leur a accordé d'énormes possibilités d'expansion économique jusqu'au cœur de ce qui fut le premier pays socialiste du monde et l'ennemi mortel de l'impérialisme allemand sous sa forme wilhelminienne, hitlérienne ou adenauerienne.

Deuxièmement, Brejnev leur a donné de plus larges possibilités d'infiltration « en douceur » dans les pays de l'Est européen et tout particulièrement en R.D.A., et d'extension de leur influence politique, de concert avec le social-impérialisme. Ceci conduit de fait à un nouveau partage de l'Europe sur le dos des peuples, deux puissances s'arrogeant le droit de décider au nom des autres pays.

Troisièmement, en s'alliant avec une puissance impérialiste que, trente ans auparavant, le peuple soviétique avait réussi à écraser au prix d'une

longue lutte héroïque, la clique Brejnev redore le blason des impérialistes allemands, les dédouane de tous leurs crimes et, ce faisant, encourage leurs visées agressives. Déjà la presse bourgeoise ouest-allemande pose ouvertement la question : « Sind wir wieder gross da ? » (« avons-nous retrouvé notre puissance d'antan ? »), écrit le *Frankfurter Allgemeine* du 22 mai dernier.

Le renforcement de l'impérialisme ouest-allemand et de la collaboration Moscou-Bonn est lourd de menaces pour les peuples de l'Europe et pour la paix. Dès 1971, le camarade Enver Hoxha indiquait :

« La conclusion du traité soviéto-allemand a créé une nouvelle tension en Europe, provoquée par les menaces sérieuses des révisionnistes soviétiques et des revanchards allemands contre les intérêts, la souveraineté et les droits des pays européens, par leur volonté de s'assurer l'hégémonie et la domination sur notre continent. » (Rapport au VI^e Congrès du P.T.A.)

L'évolution de la situation en Europe au cours des dix-huit derniers mois a entièrement confirmé cette analyse. C'est pourquoi le *Zeri / Popullit* (organe central du P.T.A.) pouvait écrire, le 19 mai dernier :

« L'histoire de l'Europe est pleine d'événements tragiques et de souvenirs des souffrances, des destructions et des misères que le militarisme allemand a causé aux peuples d'Europe. Ces peuples peuvent-ils oublier et rester indifférents devant la renaissance des fantômes militaristes-nazis du passé ? Nous sommes convaincus que les peuples d'Europe savent très bien ce que veut dire pour eux une recrudescence du militarisme allemand, le danger que peut représenter pour eux le rétablissement du revanchisme prussien. Et ils connaissent déjà la politique et les prétentions expansionnistes des sociaux-impérialistes soviétiques. »

Ni les impérialistes américains, ni les révisionnistes soviétiques, ni les militaristes allemands ne peuvent rétablir une paix et une sécurité véritables en Europe. Ce sont les peuples européens qui doivent résoudre ces questions et doivent lutter avec détermination et jusqu'au bout contre chaque impérialisme, indépendamment de l'étiquette qu'il porte. Si les peuples d'Europe manquent de vigilance envers les complots qu'on trame actuellement dans leur dos, cela peut entraîner de graves conséquences dans l'avenir. Il faut rappeler que la grande leçon de l'histoire du dernier siècle en Europe est catégorique : l'indifférence et la passivité se payent très chers. Il faut déjouer et dénoncer dès maintenant les complots dangereux que trament Bonn et Moscou. »

Notre peuple doit être vigilant, et les marxistes-léninistes ont un grand rôle à jouer pour qu'il ne se laisse pas abuser par les paroles mielleuses du « prix Nobel de la paix » (Brandt) et du « prix Lénine de la paix » (Brejnev), d'autant qu'elles sont complaisamment colportées par les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F.

Solidarité avec les marxistes-léninistes allemands

Tandis que, dans le secret des salons de Bonn, Brejnev et Brandt complotaient sur le dos des peuples, la police ouest-allemande organisait une véritable « chasse aux sorcières » contre les révolutionnaires.

26 000 policiers sur le pied de guerre, perquisitions de logements et de librairies progressistes, 600 militants marxistes-léninistes et révolutionnaires arrêtés : c'est là un des aspects de la visite de Brejnev que la presse bourgeoise et révisionniste a soigneusement « ignoré ».

Par ailleurs, le camarade Ernst Aust, directeur de publication de *Roter Morgen*, organe central du KPD/ML, comparait le 29 mai devant la justice de classe pour propagande anti-militariste. La bourgeoisie, qui a un terme pour

tout, appelle cela « haute trahison ». Notre camarade est donc accusé de « haute trahison » pour avoir osé appeler les jeunes Allemands embrigadés dans la Bundeswehr à refuser, en cas de guerre impérialiste, de diriger leurs fusils contre leurs frères de classe et à les retourner contre leur seul ennemi : l'impérialisme allemand.

A travers le camarade Aust, c'est le KPD/ML que la bourgeoisie allemande veut atteindre, ainsi que le montre la procédure engagée parallèlement contre ce dernier et d'autres organisations marxistes-léninistes.

Solidarité au camarade Ernst Aust, à tous les camarades du Parti frère allemand, à tous les militants emprisonnés !

Des tâches immédiates,

IMPOSER LA RECONNAISSANCE DU G.R.U.N.K. ET DU G.R.P. !

**Le G.R.P.
représentant
authentique du peuple
vietnamien du sud**

Il y a plus d'un mois, le 13 avril dernier, Pompidou a décidé de reconnaître le gouvernement Thieu, de Saigon... La presse a presque unanimement salué l'événement comme étant « naturel » ; Pompidou reconnaissant en même temps la République démocratique du Vietnam, Saigon... Hanoi, cela semblait aller de soi... et l'on n'en a plus parlé...

LA CHOSE NE VA PAS DE SOI DU TOUT, pourtant. Qu'en est-il exactement ?

1° Au Sud-Vietnam, il y a aujourd'hui DEUX ADMINISTRATIONS, celle de Saigon et celle du G.R.P. Cette réalité, inscrite dans les Accords de Paris, A ETE EXPLICITEMENT RECONNUE par le gouvernement français à la Conférence internationale de Paris, où il s'est engagé solennellement à respecter et faire respecter les Accords de janvier. En reconnaissant l'administration Thieu, Pompidou RENIE SES PROPRES ENGAGEMENTS !

2° Qui est le gouvernement Thieu ? Un gouvernement de traitres à leur peuple, de profiteurs et de tortionnaires, vomis par tous les Vietnamiens. En aucun cas, IL NE REPRESENTE LE PEUPLE au Sud-Vietnam. En aucun cas, le peuple de France, de tout cœur avec ses frères vietnamiens, n'entend soutenir et encourager leur bourreau !

C'est le G.R.P. représentant légitime et reconnu du peuple vietnamien, que nous soutenons. C'est lui qui doit être reconnu par le gouvernement français.

3° Le gouvernement Thieu, c'est l'instrument de l'impérialisme U.S. au Vietnam ; le reconnaître, c'est encourager les agresseurs qui espèrent encore se maintenir au Vietnam ; ceci malgré leur cuisante défaite. Ne tolérons pas une telle manœuvre ; et pour contribuer à l'isolement total des Yankees et de leur fantôme Thieu, œuvrons :

POUR LA RECONNAISSANCE IMMEDIATE DU G.R.P. !

Déclaration du Nhan Dan, organe central du Parti des travailleurs du Vietnam (extraits) :

« Comment cette attitude pourrait-elle être correcte, quand elle penche en faveur du côté saïgonnais qui poursuit les actes de guerre, s'oppose aux libertés démocratiques et à la concorde nationale ? Où est l'attitude objective et impartiale quand le gouvernement français refuse de reconnaître diplomatiquement le G.R.P., administration dont l'existence est clairement inscrite dans l'acte final de la conférence internationale que le gouvernement français s'est engagé à respecter et dont il est cosignataire avec cette administration ?

« Il est clair que l'action du gouvernement français est contraire à la situation au Sud-Vietnam, contraire à la légalité de l'accord de Paris et de l'acte de la conférence internationale sur le Vietnam.

« Cette politique ne sert pas la consolidation et le développement des relations amicales entre le Vietnam et la France ».



Réunion des principaux ministres du G.R.U.N.K., lors de la visite de S. N. Sihanouk dans les zones libérées.

**Les révisionnistes de Moscou
n'ont pas reconnu le G.R.U.N.K. !**

UNE COMPLICITÉ QUI S'EXPLIQUE

La reconnaissance du Gouvernement royal d'Union nationale du Cambodge est le mot d'ordre fondamental du soutien à la Résistance khmère. Et cela pour deux raisons :

1. Le GRUNK est bien le gouvernement légal du Cambodge ; le coup d'état du 18 mars 1970 a été réalisé en violation de la constitution de 1947 de l'état khmer ;

2. Le GRUNK est le représentant authentique des aspirations des 7 millions de khmers ; déjà sur 90 % du territoire, 5 millions et demi d'entre eux sont organisés par ses soins, dans un territoire libéré de la dictature d'une poignée de traitres à la patrie khmère, Lon Nol et quelques autres.

Cette réalité doit être reconnue, soutenue car en elle réside l'avenir du Cambodge. Aujourd'hui, le Gouvernement français ne l'a pas reconnue. A tâche pour nous de lui imposer cet acte diplomatique qui ne manquerait pas de reconforter la position de la Résistance khmère.

D'autres gouvernements — et non des moindres — n'ont pas reconnu le GRUNK. Et notamment, le Gouvernement de Moscou qui proclame bien haut son soutien aux peuples en lutte contre l'impérialisme américain. Certains n'ont pas manqué de s'en étonner, d'en être déçus même. Comment, disent-ils, une ambassade soviétique, auprès de Lon

Nol, à Phnom Penh, ce n'est pas possible ! Ce serait une trahison...

Et oui ! Et les choses s'expliquent... quand on prend connaissance d'autres faits : les manœuvres navales des flottes soviétiques dans les mers d'Asie du Sud-Est, les tentatives d'installation à des fins militaires sur des îlots — île de Timor portugaise — et de contrôle des voies maritimes importantes — notamment du détroit de Malacca — les activités d'espionnage sous couvert de missions diplomatiques pléthoriques... Autant de faits qui signalent l'infiltration du social-impérialisme soviétique dans le Sud-Est asiatique.

Car il s'agit bien d'un impérialisme qui, sous couvert « d'assistance » multiplie les crédits commerciaux aux grandes firmes capitalistes de la région — indonésien par exemple, par l'intermédiaire de la « Banque au Peuple de Moscou » dont le siège est à... Londres ! A l'heure où l'impérialisme américain encaisse coup sur coup des peuples d'Indochine, le social-impérialisme pointe son nez pour glaner quelques profits sur le dos des peuples asiatiques. S'agit-il de soutenir les peuples en lutte ? Point du tout. L'heure est aux « affaires ».

Et pour les favoriser les dirigeants de Moscou ont inventé une belle formule de « système de sécurité col-

DÉVELOPPER UN LARGE SOUTIEN POLITIQUE ET FINANCIER AU PEUPLE KMER

Dans notre dernier numéro, nous avons publié une lettre d'un camarade cheminot répondant à notre appel. Cette lettre exemplaire à bien des égards appelle quelques remarques :

— Elle confirme que la lutte du peuple khmer trouve un écho grandissant dans notre pays, et cela, malgré les mensonges et les silences de la bourgeoisie ; malgré les réticences et les faux soutiens des révisionnistes français qui se contentent d'un meeting de quartier pour riposter à l'un des PLUS GIGANTESQUES BOMBARDEMENTS perpétrés par les agresseurs américains depuis la seconde guerre mondiale.

— Notre premier correspondant a été un camarade chiminot ; qu'un représentant de la classe ouvrière de notre pays réponde avec rapidité aux besoins de la lutte de ses camarades du Cambodge ne nous étonne pas. Car, qui mieux que la classe ouvrière peut saisir d'emblée la solidarité de nos combats ? Oui mieux quelle peut remplir la tâche internationale ? Ayons cette vérité bien en tête quand nous œuvrons pour élargir le courant de sympathie et de soutien au peuple khmer et aux peuples indochinois.

— Notre camarade a envoyé 500 F. le tiers de son salaire. C'est un exemple à suivre. Mais nous le savons, les « petits sous » des prolétaires, de centaines et de milliers de prolétaires sont d'un inestimable secours car chacun porte en soi la manifestation d'une solidarité réelle et agissante et d'un soutien politique sans faille. Notre camarade cheminot nous a montré la voie ; amis et camarades, suivons-la !



Dans les zones libérées, les enfants cambodgiens.

SOUSCRIPTION DE SOLIDARITE A LA LUTTE DU PEUPLE CAMBODGIEN

Pour soutenir la lutte du peuple khmer et aider à imposer :

- l'arrêt des criminels bombardements U.S. au Cambodge ;
- la reconnaissance immédiate du GRUNK, seul gouvernement légitime du Cambodge.

Je souscris la somme de qui sera versée à la Mission du GRUNK en France par l'intermédiaire du Centre d'Information sur la lutte anti-impérialiste (CILA).

(à renvoyer au CILA, 17 rue du Sentier - Paris-2°).

lective en Asie », sous houlette social-impérialiste, s'entend... Et de manifester le désir de signer des traités d'« amitié » avec les différents pays... Mais « l'amitié » social-impérialiste n'est pas destinée à n'importe qui ; Lon Nol, oui ; le peuple khmer et son gouvernement, le GRUNK, non... Le choix de Brejnev en dit long ; préférer l'ennemi juré du peuple khmer, instrument des impérialistes américains de surcroît, voilà un bel exemple de complicité que n'expliquent que trop bien les visées économiques, politiques, et stratégiques — encercler la Chine socialiste — des sociaux impérialistes dans le Sud-Est asiatique.